

COMMUNE DE NIVILLAC
Arrondissement de Vannes

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil quinze

Le sept septembre

Le conseil municipal de la commune de NIVILLAC dûment convoqué,

S'est réuni en session ordinaire à vingt heures en mairie

Sous la présidence de Monsieur GUIHARD Alain, Maire

Date de convocation du conseil municipal : le 1^{er} septembre 2015

Conseillers en exercice : 27 Conseillers présents : 21 Votants : 23

PRESENTS: Mme AMELINE Yolande- Mme BOMPOIL Jocelyne- M. BOUSSEAU Yannick- M. CHESNIN Nicolas- M. DAVID Gérard- M. DAVID Guy- Mme DENIGOT Béatrice- Mme DESMOTS Isabelle- M. FREOUR Jean-Claude- Mme GERARD-KNIGHT Marie-Noëlle- Mme GICQUIAUX Cécile- Mme GRUEL Nathalie- M. GUIHARD Alain- M. LORJOUX Laurent- M. OILLIC Jean-Paul- Mme PANHELLEUX Françoise- Mme PERRAUD Chantal- Mme PERRONNEAU Claire-Lise- Mme PHILIPPE Jocelyne- M. PRAT Pierre- M. SEIGNARD Jérôme

ABSENTS EXCUSÉS : M. BOCENO Julien- M. BUESSLER-MUELA Patrick- M. CHATAL Jean-Paul-

ABSENTS : M. BRIAND Jean-Yves- Mme HUGUET Evelyne- Mme LEVRAUD Françoise

POUVOIRS : M. BOCENO Julien à M. LORJOUX Laurent- M. BUESSLER-MUELA Patrick à Mme AMELINE Yolande

Délibération n°2015D73 : Montant de la Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP) par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz pour l'année 2015

M. le Maire expose que le montant de la Redevance pour Occupation du Domaine Public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz a été actualisé par le décret du 25 avril 2007.

M. le Maire donne connaissance au Conseil municipal du *décret n°2007-606 du 25 avril 2007* portant modification du régime des Redevances pour Occupation du Domaine Public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le plafond de redevance est le suivant :

$$PR = [(taux de redevance dont le plafond est de 0,035€) \times L] + 100€]$$

Où :

L représente la longueur des canalisations sur le domaine public communal exprimée en m.

100 € représente un terme fixe.

Il propose au Conseil, concernant les réseaux de distribution :

- 1- de fixer le taux de la redevance pour occupation du domaine public au seuil de 0,035 € par rapport au plafond de 0,035 €/mètre de canalisation de distribution prévu au décret visé ci-dessus,

Délais et voies de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

2- que cette redevance soit revalorisée chaque année :

- sur la base de l'évolution de l'index ingénierie ING (ou tout autre index qui viendrait lui être substitué) mesuré au 1^{er} janvier de l'année de la redevance par rapport à l'index ING₀ du 1^{er} janvier 2007 (738,10).

Pour la commune la formule de redevance sera la suivante :

- **Longueur des réseaux situés en domaine public communal** : 13 000 m
- **Coefficient à appliquer au résultat de la formule du décret** : 1,16.

Ce qui donne le montant suivant : $((0,035 \text{ €} \times 13\,000 \text{ m}) + 100 \text{ €}) \times 1,16 = \underline{644,00 \text{ €}}$.

L'assemblée délibérante est invitée à se prononcer sur cette question.

Le Conseil municipal, après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré :

- **ADOpte à l'unanimité les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz,**
- **Précise que, pour les années suivantes, les mêmes modalités de calcul de la redevance seront retenues en tenant compte des chiffres actualisés sans qu'il soit nécessaire de présenter une nouvelle délibération chaque année,**
- **Donne tous pouvoirs au Maire pour mettre en œuvre les mesures relatives à ce dossier.**

Pour extrait conforme,

**Le Maire,
Alain GUIHARD**



Délais et voies de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de RENNES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.